

# OSER LANCER L'ÉCONOMIE QUATERNAIRE PLUTÔT QUE DE RELANCER L'ANCIENNE ÉCONOMIE ÉPUISÉE

MICHÈLE DEBONNEUIL\*

## **LA CRISE ACTUELLE RÉSULTE AVANT TOUT DE LA LENTEUR DU PASSAGE D'UNE ÉCONOMIE DE « L'AVOIR PLUS » À UNE ÉCONOMIE DE « L'ÊTRE MIEUX »**

**L**a cause profonde de la crise que nous traversons vient du fait que les pays développés sont en train de vivre l'épuisement du modèle de croissance du siècle dernier fondé sur la capacité sans cesse croissante des machines à produire davantage de biens par heure de travail. Cet épuisement est par ailleurs accéléré par le transfert simultané de la production dans les pays à bas coûts de main-d'œuvre dans lesquels ce modèle n'est pas encore épuisé puisque la très grande majorité de leurs consommateurs ne sont pas équipés en biens.

Au même moment, sous l'effet des technologies de l'information et des

télécommunications, une nouvelle économie se met en place. Jusqu'alors, un gain de productivité c'était davantage d'unités fabriquées par heure de travail grâce à des machines sans cesse plus performantes. Désormais, c'est le même nombre d'unités fabriquées, mais plus diversifiées et de meilleure qualité de façon à coller davantage aux besoins de chaque consommateur. On est ainsi en train de passer d'une économie dans laquelle la croissance, c'est-à-dire la meilleure satisfaction des besoins qui lorsqu'ils étaient largement non satisfaits, passait par « l'avoir plus » de consommateurs pauvres à une autre où elle passe par « l'être mieux » de consommateurs équipés.

Cette économie de « l'être mieux » ne séparera plus aussi radicalement le secteur secondaire, alors central car dégageant seul tous les gains de productivité qui étaient alors de « vitesse », et le secteur tertiaire, improductif dans ces conditions, qui prélevaient sur les

\* Économiste, membre du CAE et du CADD.

gains de productivité de l'industrie de quoi financer les gains de pouvoir d'achat de ses salariés. Elle proposera de nouveaux produits mêlant des biens et des services qui peuvent désormais tous les deux dégager des gains de productivité car ceux-ci ne sont plus de « vitesse » mais de « diversité ». Nous qualifions pour cette raison cette nouvelle économie de « quaternaire ».

Ces produits satisferont de plus en plus les besoins des consommateurs nantis des pays développés par la mise à disposition temporaire, sur tous les lieux de vie des consommateurs, de biens et de personnes apportant leur savoir ou leur savoir-faire.

Sous cette forme pourtant minimale, cette vision de l'économie du quaternaire est suffisante pour susciter un véritable espoir pour nos économies développées.

En effet :

- ce nouveau mode de satisfaction des besoins va permettre de mieux les satisfaire et d'en satisfaire de nouveaux. Un immense gisement de croissance est en vue ;

- cette nouvelle façon de satisfaire les besoins fera naître un grand nombre d'emplois non délocalisables puisqu'une grande partie d'entre eux doit être localisée sur les lieux de vie des consommateurs. Le retour à un véritable plein-emploi est donc en vue, d'autant que le contenu en emplois de cette nouvelle façon de satisfaire les besoins dans l'économie du quaternaire est très grand. Il suffit pour s'en convaincre de savoir que si tous les Français avaient recours à une prestation de service d'une heure par semaine à leur domicile, cela permettrait de créer 2 millions d'emplois. Quant au

temps nécessaire pour que ces emplois rompent avec l'image dévalorisante du petit boulot qui leur est associée, il peut être très court car les prestations seront organisées par des entreprises qui auront les moyens d'élargir et de monter leur gamme à partir de ceux de la domesticité que nous avons aujourd'hui en tête ;

- les nouveaux produits de l'économie du quaternaire seront « naturellement » mieux protégés de la concurrence des pays à bas coûts de main-d'œuvre que les produits d'aujourd'hui puisqu'ils seront conçus pour apporter un mieux-être à des consommateurs nantis. La seule grande différence entre les pays développés et les pays en développement étant le niveau de vie plus élevé de leurs consommateurs, en attendant la convergence des salaires qui mettra plusieurs décennies à se réaliser, leur avantage comparatif doit se fonder non sur leur différence de savoir-faire, comme on le fait habituellement, mais sur leur capacité à utiliser les mêmes savoir-faire pour fabriquer des produits destinés à des consommateurs nantis ;

- l'économie du quaternaire obligera à repenser l'organisation de toute la production et donc de le faire plus efficacement et plus proprement. Les consommateurs pourront ainsi trouver au même prix des produits qui satisferont mieux leurs besoins tout en le faisant de façon à préserver la planète.

C'est par exemple ce que l'on observe chez certains loueurs qui proposent « pour le même prix » que celui de l'achat et de l'entretien d'une voiture de 8 ans d'âge, (âge moyen des voitures des Français) de mettre à disposition de leurs clients des petits

véhicules qu'ils peuvent échanger autant que de besoin contre des véhicules plus puissants. Les émissions de CO<sub>2</sub> sont dans ce cas réduites de moitié avant même d'avoir introduit des véhicules électriques.

### LA FUITE EN AVANT JUSQU'À LA CRISE FINANCIÈRE

Il y a une quinzaine d'années, tous les économistes parlaient d'une « nouvelle économie » qu'ils qualifiaient d'« immatérielle » ou « de la connaissance ». Ils ont à ce moment-là cherché à mettre en évidence les nouveaux gains de productivité que les TIC devaient apporter à cette économie. Ils ne les ont pas trouvés et ont déclaré : « On voit des ordinateurs partout sauf dans les statistiques ». Ce « paradoxe de productivité » a suscité une position normale de retrait face à une évolution inconnue qui paraissait impossible à anticiper. Le pari raisonnable a alors été de laisser les marchés opérer la nécessaire « destruction créatrice », les États bornant leur intervention à flexibiliser le plus possible tous les marchés et à accompagner les entreprises dans leur effort de R&D pour favoriser l'évolution à l'œuvre.

En flexibilisant les marchés, les pays anglo-saxons ont certes accéléré la création de nouveaux marchés et le retour au plein-emploi, mais une part trop importante de ces emplois a été des « petits boulots » : la moitié des emplois que les États-Unis ont créés et que la France n'a pas créés sont des emplois de moins de 15 heures par

semaine. L'endettement privé a permis de compléter les revenus des travailleurs pauvres, mais il a fini par déboucher sur un suren-dettement privé, puis extérieur puisque les biens qu'ils achetaient étaient en grande partie fabriqués dans des pays à bas coûts de main-d'œuvre. La politique monétaire laxiste que les États ont dû mener dans ce contexte a favorisé des effets de leviers excessifs. Les banques, seul secteur d'activité en pleine croissance, attiraient les meilleurs esprits pour fabriquer des produits financiers dont les rentabilités trop élevées ne pouvaient correspondre qu'à des prises de risque excessives et conduisant à des valorisations artificielles des actifs.

La France n'a pas souhaité suivre « l'exemple » des pays anglo-saxons. On le lui a assez reproché. Elle n'a pas voulu de ces petits boulots. Elle a mené des politiques de soutien de l'emploi (politiques de baisses des charges sur les bas salaires en particulier), de financement de contrats aidés et de versement d'allocations pour des personnes qui ne trouvaient pas un travail permettant de vivre dignement. Des déficits publics excessifs se sont creusés, incitant aussi les États à utiliser des produits financiers de plus en plus sophistiqués pour gérer la dette publique.

La crise financière montre que le pari intellectuellement séduisant de la naissance de la nouvelle économie par les seules forces du marché est perdu car dans la « réalité » le processus de destruction créatrice est trop long. Dès lors, ce qui avait été conçu pour être le traitement des inégalités qui apparaissaient temporairement sur le chemin de la destruction créatrice, s'est irrésis-

tiblement transformé en leur dissimulation hasardeuse sous des subterfuges financiers. Finalement l'échafaudage financier s'est effondré avant que la nouvelle économie ne soit construite.

Aujourd'hui, les économistes libéraux pensent encore que tout reprendra comme avant lorsque les marchés financiers auront été régulés. Les économistes keynésiens rêvent d'une relance plus musclée de la croissance d'autrefois. De plus en plus d'économistes évoquent l'épuisement d'un régime de croissance, mais malheureusement sans chercher à le préciser suffisamment pour pouvoir élaborer de nouvelles politiques économiques. C'est dommage, car le risque est grand que face à une offre de politiques économiques très réduite, les pouvoirs publics ne puissent faire autrement que de poursuivre la fuite en avant au lieu d'aider la nouvelle économie à se mettre en place.

### **LE RISQUE DE NOUVELLES POLITIQUES ÉCONOMIQUES PROLONGEANT LA FUITE EN AVANT**

Trois grandes politiques économiques semblent en effet se présenter pour gérer l'économie après la crise : la relance des salaires, le protectionnisme et la croissance « verte ». Les deux premières passent pour être bien connues des économistes, la troisième est plus nouvelle. En réalité, même lorsqu'elles sont considérées comme bien maîtrisées par les économistes, leur efficacité dans le soutien de la

croissance après la crise doit être analysée avec un regard neuf et nuancé.

Choisir la voie de la relance de la croissance par celle des salaires trouve sa justification dans un partage de la valeur ajoutée qui donnerait trop de place aux profits et donc trop faible aux salaires versés aux salariés français. Il suffirait alors d'augmenter les salaires pour relancer la croissance.

Cette thèse est séduisante mais elle est statistiquement non fondée et, à la réflexion, extrêmement complexe à instruire.

Les statistiques montrent que le partage de la valeur ajoutée n'a pas varié depuis des décennies, de sorte que si les salaires ne progressent pas assez, c'est parce que la valeur ajoutée produite en France ne progresse pas assez et non parce que la part des salaires est trop faible. Si les Français ont l'impression que le partage de la valeur ajoutée s'est déplacé excessivement en faveur des profits, c'est parce que cette évolution a bien eu lieu dans les entreprises, de plus en plus nombreuses, qui exercent une partie de leur activité dans les pays à bas coûts de main-d'œuvre. Celles-ci ont en effet délocalisé une partie de leur production dans ces pays précisément pour payer beaucoup moins chers les salariés. Mais ce n'est pas en augmentant les salaires des salariés travaillant en France que l'on résoudra le problème. En effet, si on le faisait, on accélérerait la délocalisation des usines ou on ne vendrait plus leur produit ; on réduirait donc l'emploi et on accroîtrait la part des profits réalisés par ces entreprises mondialisées dans les pays à bas coûts de main-d'œuvre. Le remède serait pire que le mal.

Au total, c'est faux qu'il suffirait d'augmenter les salaires pour retrouver la croissance, mais c'est vrai qu'on ne distribue pas assez de salaires aux salariés français. Que peut-on faire alors pour les augmenter ?

Faut-il limiter l'ouverture des frontières ? Non, répondront unanimement les économistes car ces politiques ont toujours mené à des catastrophes. En réalité, la réponse à cette question doit être très nuancée. S'il est vrai que la fermeture des frontières ne permettrait pas de relancer le modèle de croissance épuisé des pays développés, force est de reconnaître que son ouverture amplifie les effets sur la croissance et l'emploi de l'épuisement de leur modèle de croissance. Pire, le fait que les entreprises des pays développés puissent faire fonctionner dans les pays à bas coûts de main-d'œuvre en dégageant encore plus de profits le modèle qui est épuisé dans les pays développés ne les incite pas à chercher de nouveaux modèles de croissance adaptés aux consommateurs nantis de leur pays d'origine. Quant aux consommateurs des pays développés, le fait qu'ils puissent acheter à beaucoup moins cher des biens fabriqués dans les pays à bas coûts de main-d'œuvre les empêche d'entrer dans la nouvelle économie du quaternaire dans laquelle ce n'est que parce qu'ils accepteront de payer de plus en plus chers des produits dont la qualité augmente qu'ils pourront eux-mêmes être payés plus cher et acheter à leur tour ces produits plus chers. Il ne serait pas étonnant que certaines mesures de protectionnistes, à base de barrières non tarifaires par exemple, apparaissent, mais il ne faudrait pas attendre de ces mesures qu'elles résolvent *ipso*

*facto* le problème de croissance, mais qu'elles soient l'occasion de traiter dans un cadre plus propice le problème de fond qui est l'épuisement du moteur de la croissance.

Venons-en enfin à la croissance « verte ». Ce sera évidemment la politique économique la plus séduisante et la plus facile à concevoir. Elle consiste en effet à appliquer les mesures habituelles de soutien à la R&D, simplement en les ciblant sur des technologies « vertes ». Mais ces politiques seront coûteuses et risquées. Illustrons-le sur le cas particulier de la satisfaction des besoins de déplacement.

L'objectif poursuivi par les consommateurs est de les satisfaire. Le fait qu'ils doivent désormais le faire « proprement » n'est pas un objectif, c'est une contrainte forte, mais une contrainte quand même. Il sera donc très difficile de faire acheter aux consommateurs une voiture dont le prix sera sensiblement accru par les dépenses de R&D nécessaires pour la rendre propre, alors que cette voiture plus chère ne satisfera pas mieux leurs besoins. Ce sera d'autant plus difficile que cette seule politique ne sera pas à même de restaurer une croissance forte et surtout le plein-emploi. En revanche, on a vu qu'il était possible de mieux satisfaire les besoins de mobilité au même coût et en réduisant de moitié les émissions de CO<sub>2</sub> simplement en passant de l'achat du véhicule à la mise à disposition temporaire de véhicules adaptés au besoin du moment. De plus, ce nouveau mode de consommation permettrait d'utiliser les véhicules électriques tels qu'ils existent aujourd'hui sans devoir attendre la mise au point des

véhicules qui permettront d'effectuer de plus longues distances puisque ces petites voitures font moins de 50 kilomètres par jour. On comprend sur cet exemple qu'en développant l'économie quaternaire, on pose les bases du développement de l'économie « verte ».

Il est probable que la demande de hausses de salaires et de fermeture des frontières se fera plus forte dans les prochains mois. Il faudra que les États sachent répondre à ces aspirations compréhensibles non pas dans le cadre ancien, mais dans celui de l'économie

quaternaire, sinon le remède sera pire que le mal. De même, la croissance « verte » sera accueillie avec l'enthousiasme de tous tant que l'État payera son surcoût, mais au fil du temps, il faudra bien que les consommateurs payent ces investissements coûteux. Il ne faudra pas oublier que sans s'appuyer sur l'économie quaternaire, l'économie « verte » ne pourra pas naître.

Pour sortir de la crise, il faut maintenant s'atteler à concevoir et à mettre en place de nouvelles politiques économiques accélérant l'entrée dans l'économie quaternaire.